

Une lettre d'une ONG est presque toujours accompagnée d'un formulaire de virement. Les actions de charité vous font mettre la main à la poche. Et lors de chaque formation de gouvernement, le ministre compétent défend féroce-ment sa part des recettes fiscales. Sans argent, pas de pouvoir d'action. Mais quels effets génère une relation Nord-Sud marquée par l'argent ? Autrement dit : l'argent peut-il ne pas avoir d'odeur ?

It's all about the money, money, money...

Comment l'argent colore la relation de développement

“ Dans le cadre de la coopération au développement, il y a une urgence d'enregistrer rapidement des résultats, alors qu'il est considéré comme normal, par exemple, que le débat sur le ring d'Anvers s'enlise depuis des années.

Depuis un demi-siècle déjà, les intérêts financiers dominent la coopération internationale. L'objectif de 0,7% d'aide au développement, que nous poursuivons depuis les années 1960, en est le plus puissant symbole. Cet objectif monétaire résulte de la conviction qu'un gigantesque fossé sépare le Nord et le Sud et qu'il faut combler ce fossé par un transfert de moyens financiers et techniques.

Patrick Develtere est professeur en coopération au développement à la KU Leuven. En tant que président de *beweging.net*, il est également le partenaire de nombreux mouvements sociaux dans le Sud. Il se pose des questions concernant l'objectif de 0,7% : « Il est basé sur ce que l'on veut donner, et non sur ce qui est nécessaire aujourd'hui, 45 ans après l'accord. Pour les réels besoins fondamentaux, il faudrait plus du double. L'aide au développement va bien au-delà du simple transfert d'excédents vers des régions connaissant des défi-



La générosité en chiffres

En 1970, les 28 États de l'OCDE ont exprimé *l'intention* de faire don de 0,7% de leurs recettes nationales à l'aide internationale. En 2014, les fonds consacrés au développement s'élevaient à 0,3% au niveau mondial et à un maigre 0,44% dans l'Union européenne, soit 45 milliards d'euros de moins que ce qui avait été promis. La Belgique fit don en 2014

de seulement 0,45%, malgré l'engagement répété de 0,7%. La Norvège, la Suède, le Luxembourg, le Danemark et le Royaume-Uni sont aujourd'hui les seuls pays de l'OCDE à atteindre la norme de 0,7%. Dans les années 1960 déjà, des études indiquaient qu'une aide au développement de 1% serait nécessaire pour mettre le Sud sur les rails.

“Le fait que les objectifs n’aient pas été atteints ne signifie pas nécessairement que l’argent a été utilisé à mauvais escient. Un lien trop rigide entre argent et objectifs trouble la vue.”



© SVETAZI - FOTOLIA

cits. La mise en place de services publics ou d’une politique agricole performante : telles sont les priorités. Pour cela aussi, il faut de l’argent. Mais nous devons soutenir le Sud pour qu’il développe la capacité de percevoir lui-même des impôts et d’élaborer, grâce à ces recettes, une politique saine. Des moyens doivent également être générés dans le Sud. »

Demander ou recevoir

La critique formulée à l’égard de l’aide en tant que transfert de fonds et de connaissances et la demande de création d’une société civile, **Bogdan Vanden Bergh**e, directeur de 11.11.11, en fait également l’expérience, de plus en plus souvent, auprès des intellectuels africains. « Bien souvent, la population profite trop peu de l’aide financière directe aux gouvernements. L’argent crée en outre une relation de dépendance, de sorte que les dirigeants justifient davantage leurs actions envers les donateurs qu’envers leur propre population. Les gens en ont assez de ce type d’aide. C’est pourquoi 11.11.11 soutient uniquement les structures fortes, déjà présentes. Nous leur demandons de quelle forme de soutien elles ont besoin pour réaliser les objectifs

qu’elles fixent elles-mêmes. Notre soutien budgétaire et notre *reporting* se limitent à ces objectifs convenus. Cette façon de travailler, basée sur une solide confiance en la capacité du partenaire, va parfois à l’encontre des cadres clairement définis que demandent les financiers. La diversité des donateurs est, dès lors, la situation la plus confortable pour les deux parties : elle fournit davantage de garanties d’un lien honnête et augmente la conscience de soi du Sud. C’est pourquoi le Sud exigera une coopération guidée par la demande plutôt qu’une coopération menée par le donateur. Il s’agit de son développement. »

No shortcut to development

Patrick Develtere est favorable à l’aide via un soutien budgétaire. Les organisations civiles les plus solides ont, en effet, vu le jour sans aide financière au développement, comme la Grameenbank et de nombreuses organisations pour la défense des femmes. Leur existence ne dépend pas de notre coopération et c’est ce qui fait leur force. « L’ancien modèle du transfert de connaissances doit faire place à l’acquisition de connaissances », selon Develtere. « Le Sud



Patrick Develtere

connaît le mieux son propre contexte et il faut simplement l'aider à acquérir les connaissances manquantes. Cela se fait souvent plus facile-

ment dans un pays au contexte comparable. Les Pays-Bas et l'Inde ont ainsi une grande expérience des coopérations laitières. Si le Kenya a choisi de s'informer en Inde, c'est parce que celle-ci est plus proche de sa réalité. Bien sûr, il faut encore toujours de l'argent pour cet échange de connaissances, ainsi qu'un capital de départ pour les entreprises. Mais la grande différence avec l'ancienne façon de penser est que l'on ne fait plus de lien mécanique entre l'argent d'une part et les connaissances et le développement d'autre part. *There is no shortcut to development*: des moyens suffisants ne mènent pas automatiquement au développement. »

« Je suis un défenseur des projets de long terme car les changements économiques ou sociaux mettent bien 3 à 4 ans à se manifester. De ce point de vue, la privatisation ou la sous-traitance croissante des projets de développement est une évolution néfaste. En cas de sous-traitance, on prend l'acteur

© KAMAN2512 - FOTOLIA

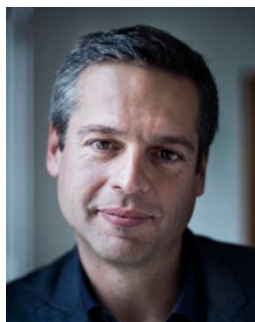


Le micro-financement, ça fonctionne comment ?

Alterfin est le pionnier belge en matière de micro-financement. Le micro-financement est un instrument permettant de donner de l'oxygène financier à la population rurale des pays en voie de développement via des mini-prêts pour des projets économiques, sociaux ou environnementaux. Le choix en faveur de financements ru-

raux s'explique par l'extrême pauvreté de la campagne et par la problématique de l'exode vers les villes. Alterfin vise des relations de partenariat de longue durée avec des institutions locales de micro-financement et se distingue en cela également d'une banque ordinaire. Un partenaire dans le besoin est soutenu le plus longtemps

possible. Alterfin visite les partenaires locaux en vue de mesurer l'impact social de leurs activités. Cela fait de lui un investisseur social, pour qui le financement n'est pas un but ultime, mais un instrument pour le développement. En savoir plus : <https://www.alterfin.be/fr>



B. Vanden Berghe

le plus rapide et le moins cher. Mais une relation ne peut être authentique que si les partenaires parlent la même langue. Laissons les fonctionnaires parler avec des fonctionnaires, les enseignants avec des enseignants, et les paysans avec des paysans. La sous-traitance s'oppose à la fois au principe du long terme et à l'idée d'authenticité. Dans le cadre de la coopération au développement, je constate une urgence d'enregistrer rapidement des résultats, alors qu'il est considéré comme normal, par exemple, que le débat sur le ring d'Anvers s'enlise depuis des années. »

Briser la dynamique avec de l'argent

Même dans une relation authentique axée sur le long terme, il faut encore que quelqu'un paie l'addition. Le problème n'est donc pas l'argent en soi, mais bien le danger de créer des mauvaises dynamiques ou de

porter préjudice à des dynamiques positives existantes avec cet argent, selon Bogdan Vanden Berghe. « Deux choses sont essentielles à mes yeux : le droit de contredire et le droit d'appropriation. Il y a de grandes différences entre les partenaires. En Amérique latine et en Asie, les gens sont bien plus assertifs et pensent souvent qu'ils n'ont pas besoin de notre argent. Les partenaires africains, quant à eux, nous demandent ce que nous attendons d'eux. Ce paradoxe a été causé par les transferts d'argent. C'est pourquoi j'estime qu'il est crucial de créer la possibilité de contredire. Nous n'avons aucun intérêt à ce que nos partenaires nous disent ce que nous voulons entendre. Dans le même ordre d'idées, je ne crois pas non plus en des grands contrôles. »

Au Burundi, 11.11.11 soutient depuis des années le travail de quelques éminents défenseurs des droits de l'homme. Le processus de démocratisation a longtemps été dans la

bonne direction, mais il connaît un énorme recul depuis deux ans. « Notre argent a-t-il été utilisé à mauvais escient si nous n'avons pas atteint les objectifs fixés ? » demande Bogdan Vanden Berghe. « Pas du tout, car je ne vois pas comment nos partenaires auraient pu réaliser le moindre changement sans cette aide. Grâce à celle-ci, ils peuvent dénoncer au niveau mondial certaines violations. Comment en serions-nous au courant sans eux ? Un lien trop rigide entre argent et objectifs trouble la vue. »

« Ce qui est encore plus essentiel dans une relation caractérisée par le soutien budgétaire, c'est l'appropriation. Nous ne pouvons pas exécuter des projets suivant nos propres conceptions. Nous ne pouvons pas saper la dynamique de l'appropriation avec l'argent et les mécanismes de contrôle y afférents. L'Occident aime les structures solides, mais les dynamiques positives tournent souvent autour de personnalités fortes ayant de la



Hugo Couderé

légitimité et de l'impact. Nous devons reconnaître et soutenir ces forces existantes au lieu d'ériger et de financer nos propres structures. La connaissance des coutumes locales est un atout souvent sous-estimé. »

Pas de souches, pas de subsides

La machinerie du financement public, avec son obsession de la justification, prend parfois des formes absurdes et brise les dynamiques locales. Bogdan Vanden Berghé donne quelques exemples : « Au Congo, 11.11.11 possédait une petite voiture d'occasion, qui convenait parfaitement pour nos déplacements à Kinshasa. Mais une directive des autorités belges interdit désormais l'achat de voitures de deuxième main, au motif que le prix d'achat est difficile à démontrer. Nous avons à présent une voiture neuve... Un autre exemple : dans un projet de coopération avec le KVS et une compagnie théâtrale locale au Congo, un repas modeste était compris dans le prix du ticket de la représentation. Ce repas était préparé avec dévouement par les mamans locales. Mais comme celles-ci ne délivrent pas de souches, les repas ne pouvaient pas être financés par des subsides. Absurde, non ? Ces raisonnements brisent la dynamique des modes de fonctionnement existants.

Et cela coûte beaucoup d'argent à la coopération belge au développement. »

Contrat

Hugo Couderé est le fondateur d'Alterfin (voir cadre p.17). Il y a 20 ans, il créa la banque sociale d'investissement en s'inspirant des critiques envers la coopération de l'époque. « Nous voulions en finir avec la logique des dons. Pour diverses raisons, financer par des dons des projets à caractère financier ou économique (qui génèrent de l'argent) n'a pas de sens. Les dons sont une denrée rare. Ils ne peuvent donc être utilisés que pour des projets sans effet de rendement direct, tels que des écoles ou des hôpitaux. Mais ma principale critique concerne la relation de dépendance qui s'installe à cause des dons. Dès que les dons cessent, l'objectif du projet est en danger. J'ai cherché un autre modèle de solidarité internationale pour soutenir l'autonomie et le développement indépendant des gens. Au niveau des pays aussi, l'autonomie est battue en brèche par les dons. Les pays dont les budgets dépendent le plus de l'aide internationale prestent le moins bien. Cet argent pourrait bien être l'une des causes. Le micro-financement et l'investissement social offrent une alternative. Afin de renforcer le développement autonome, Alterfin remplace la relation de dépendance par une relation d'interdépendance. En cas de prêts, les deux parties subissent un préjudice si le contrat n'est pas respecté. Cela débouche sur une dette, ce qui responsabilise les parties. La grande différence, c'est que



“Une dynamique positive tourne souvent autour de personnalités locales légitimes. Ce sont elles que nous devons financer, plutôt que nos propres structures.”



© FRÉDÉRIC REMQUHAMS-KEOPS

les parties se retrouvent dans une situation de marché. Les dons vont à l'encontre de la logique économique. Bien entendu, il existe également des rapports de force déséquilibrés sur un marché. C'est pourquoi nous optons résolument pour un marché équitable, qui tient compte de tous les coûts : sociaux, économiques et écologiques. Les objectifs de la coopération au développement sont idéels, mais la façon dont nous réalisons l'aide ne doit pas nécessairement être idéale. »

Écran, téléphone et être humain

Jean-Marc Debricon est le directeur d'Alterfin. Les méprises en matière de besoins et d'aide sont souvent dues à une image déformée de la pauvreté, dit-il. « La pauvreté est bien plus qu'un problème de revenus. C'est une combinaison de facteurs économiques, sociaux et psychologiques, qui enferment les gens. Des instruments adaptés sont nécessaires. Le micro-financement est une piste à la fois efficace et humaine. Il traite les pauvres, exclus par les grandes banques, comme des clients respectables et installe via un engagement réciproque une relation égalitaire. Ces per-

sonnes quittent ainsi le statut de pauvres pour se construire elles-mêmes un avenir. Mon prof d'économie disait toujours : *“Dans la finance, il y a trois ingrédients : l'écran (les chiffres), le téléphone (la communication) et l'interaction humaine. C'est ce dernier ingrédient qui fait la différence.”* Gardant ce principe à l'esprit, nous veillons à ce que la relation entre la banque et l'emprunteur ne soit pas purement financière. Nous soutenons nos partenaires dans l'organisation de leurs coopératives. Nous n'avons rien à leur apprendre sur le plan technique ; nous leur indiquons simplement comment ils peuvent éviter les risques et s'organiser efficacement. »

**Jean-Marc Debricon**

Le Samaritain

Le fait que les flux financiers se traduisent souvent par une relation déséquilibrée entre donateur et bénéficiaire s'explique en grande partie par ce que l'on appelle le *dilemme samaritain* : dès que l'aidant



manifeste la volonté d'aider (et d'atteindre ses objectifs), le bénéficiaire se fige dans ce rapport pour assurer la continuité de l'aide et adopte ainsi inconsciemment un comportement qui n'est pas optimal. Il ne travaille que comme instrument du Samaritain et en fonction des objectifs de celui-ci. Si le Samaritain atteint son but, celui-ci sera disposé à soutenir un projet suivant. Ils s'enferment ainsi tous les deux dans un dilemme. Patrick Develtere ne voit qu'une seule issue : une révolution mentale pour passer d'une optique *lose-win* (l'un donne, donc perd, l'autre reçoit, donc gagne) à une relation *win-win* à long terme, où l'accent est mis sur ce qu'il faut à tous les deux pour réussir ensemble.

Toute relation *win-win* n'est toutefois pas équilibrée. De nombreux accords de coopération d'un nouveau type, tels que les investissements chinois en Afrique, sont présentés dès le départ comme une situation *win-win*, mais visent en réalité un profit à court terme pour l'économie chinoise. Même si les routes et les autres infrastructures constituent un progrès pour la population locale, elles sont avant tout mises en place en vue d'acheminer facilement les


minéraux africains vers le port, direction la Chine. Les Chinois n'agissent pas dans une perspective de développement et les aspects sociaux sont moins pris en compte. Travail des enfants, exploitation et piètres conditions de travail sont monnaie courante.

Nous ne pouvons pas copier aveuglément leur modèle, mais les formes chinoises de coopération nous ont tout de même ouvert les yeux, selon Patrick Develtere. « Elles nous montrent que nous ne pouvons pas rester dans une situation *lose-win*. C'est un équilibre fragile, car le danger existe qu'en recherchant une situation *win-win*, les intérêts économiques jouent à nouveau un rôle déterminant, cette fois légitimé. Je pense notamment à l'aide liée, qui veut que les projets de développement européens soient exécutés par des entreprises européennes, que les prêts soient établis sous conditions, etc. Les études prouvent que cela n'est pas efficace. Nous devons rechercher des relations *win-win* authentiques, équilibrées et critiques. Un exercice subtil. »

Campagne 2.0

Pour Bogdan Vanden Berghe, la communication avec la propre base et le grand public





“Au motif que les repas des mamans locales n'étaient pas justifiés par des souches, ils ne pouvaient pas être financés au moyen de subsides. Absurde, non?”

est un défi énorme. « L'agenda de charité est rejeté en grande partie par le secteur, mais chez le public, il existe encore une base importante pour l'aide au développement caritative. En tant qu'ONG, nous avons le devoir de communiquer autrement. Nous devons oser présenter des dossiers de développement qui n'ont rien à voir avec l'aide pure, même si la misère dans le Sud rapporte davantage. Peu de gens savent que la coopération au développement soutient aujourd'hui surtout des partenaires locaux et qu'elle est aussi active dans le Nord. Il reste possible de demander de l'argent via des campagnes, tant que nous présentons un récit correct. » (voir cadre p.23)

Olivier Hauglustaine, directeur de SOS Faim, acquiesce : « Dans un monde globalisé, où tout est lié, notre rôle en tant qu'acteurs du développement change. Notre soutien au Sud doit consister à informer et à éduquer tant l'opinion publique que les autorités dans le Nord. Pour obtenir des fonds pour des thèmes globaux, nous devons pré-

senter aux gens un nouveau modèle de financement comportant trois piliers : des terrains d'action qui visent à créer un revenu sur place, la défense de solutions politiques structurelles et l'éducation

au développement. Car tout ce que nous faisons ici a un impact sur le Sud et sur l'économie mondiale. Prenons l'exemple de la crise africaine du poulet dans les années 2000. Pour répondre aux exigences du programme d'ajustement structurel du FMI, des pays tels que le Sénégal et le Cameroun devaient ouvrir leur marché aux poulets congelés en provenance du Brésil ou d'Indonésie. Les paysans locaux ne pouvaient toutefois pas soutenir cette concurrence bon marché. À la suite des protestations des ONG et de leurs partenaires locaux, le FMI est finalement revenu sur cette dispo-



Olivier Hauglustaine

sition. Les conditions de vie difficiles des gens dans le Sud ne sont pas uniquement une conséquence de la guerre, de la mauvaise gouvernance ou du climat, mais très souvent aussi de notre politique et de notre comportement dans le Nord. Il y a un déficit général dans notre façon de concevoir et de financer le développement : nous percevons mal la manière dont tout est imbriqué ».

Patrick Develtere ne rejette pas la campagne comme modèle d'action, si celle-ci est imprégnée de cette vision globale. « Les ONG et les organisations du quatrième pilier sont des mouvements citoyens qui ont besoin de leurs propres moyens si elles ne veulent pas être à la merci des pouvoirs publics. Le donateur individuel se retrouve aussi dans les campagnes car elles lui donnent une perspective d'action. Aujourd'hui, nos campagnes doivent toutefois offrir des perspectives d'action alternatives. En misant, par exemple, sur des habitudes de consommation durables. Les campagnes permettent également aux militants de montrer leur implication dans le développement global. La campagne de 11.11.11 de cette année joue pleinement cette carte en se prononçant sur notre propre modèle de protection sociale. L'ONG quitte ainsi la perspective Nord-Sud et se rattache à un agenda global. » (voir cadre)

Hugo Couderé estime aussi que les dons ont encore leur place, mais pas dans le cadre du travail structurel de développement. « Les

© GONewithTHEWIND - FOTOLIA



Adieu à la charité

La campagne 11.11.11 de 2015 relative à la sécurité sociale dans le Sud s'inscrit totalement dans la philosophie générale de 11.11.11 de se détourner de la charité pour miser pleinement sur l'équité. « La sécurité sociale est un droit qui est tout aussi évident dans le Sud que dans le Nord », nous dit **Bogdan Vanden Berghe**. « Il n'est donc pas question ici de gratitude. Comparez cela aux allocations de chômage ici :

c'est un droit acquis. L'aide en vue de mettre sur pied un système de sécurité sociale n'a rien à voir non plus avec les bonnes intentions de la part des travailleurs humanitaires, mais est uniquement une question d'énorme responsabilité historique du Nord quant à la rectification des restes coloniaux, des dommages climatiques, des relations commerciales perturbées et des prix inéquitable des matières

premières. La justice génère un tout autre dialogue que la charité : le bénéficiaire ne tend plus une main mendicante au donateur, mais revendique ses droits. Dans la problématique du climat, les compensations de l'Occident ne sont pas remises en question. Ce même raisonnement doit également valoir pour la coopération internationale. »

“ Nous devons oser présenter des dossiers de développement qui n'ont rien à voir avec l'aide pure, même si la misère rapporte davantage. »

dons sont utiles pour l'aide d'urgence; ils ont un sens en tant qu'expression de solidarité. La plupart des problèmes en matière de développement sont toutefois de nature politique et ne peuvent donc pas se résoudre simplement avec de l'argent. Ils requièrent des changements structurels. »

Jeeps et attitude

Les changements de cap d'ONG bien intentionnés et leurs efforts pour obtenir une base à cet effet, aussi bien dans le Nord que dans le Sud, sont toutefois souvent minés par le comportement d'un certain nombre de grandes institutions supranationales. Leur colonne de jeeps et l'attitude qui l'accompagne causent pas mal de dégâts. Il y a quelques années, Olivier Hauglustaine s'est détourné de sa vie confortable d'expat au Sénégal car il désapprouvait la manière dont certains *gagnent de l'argent sur le compte du développement*. « Il y avait suffisamment de forces locales qui, mieux que moi, parlaient la langue, connaissaient le pays et disposaient d'un réseau. Je ne

voulais plus occuper un job pour lequel d'autres étaient plus légitimes que moi. Lorsque l'on est dans un système, on recherche sans cesse de nouveaux projets de manière à pouvoir prolonger la situation. Il se crée ainsi une microsociété qui se nourrit elle-même et qui est richement financée à cet effet. Le Sud fronce les sourcils, mais joue le jeu aussi longtemps qu'il y a de l'argent disponible. SOS Faim est l'une des rares ONG belges qui n'a aucun coopérant dans le Sud, mais qui utilise l'argent pour fournir un soutien technique, financier et organisationnel permettant aux structures locales de mettre en œuvre leurs propres solutions. »

L'argent a-t-il une odeur? Pas forcément. Il est le moteur de nombreuses alternatives honnêtes en matière de développement. Mais nous devons surtout veiller à soumettre chaque euro à un rapport d'incidence fiable. Car l'argent n'est pas un instrument inoffensif.

SYLVIE WALRAEVENS

